

royaliste



BI-MENSUEL

DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN

qui sait les raisons de dix ans de crise ?

M2242 - 395-7 F DU 4 JANVIER au 17 JANVIER 1984 - 14ème année - N° 395 - 7 F



Les Italiens peuvent estimer que leurs objectifs politiques sont atteints et que rester plus longtemps au Liban ne pourrait que les entraîner dans un conflit dont seules les super-puissances tireront finalement le bénéfice. Il ne manque pas en France de commentateurs pour appliquer ce raisonnement à notre pays avec des arguments qu'on ne peut pas négliger.

Mais un rappel de l'histoire de la présence occidentale dans cette portion du monde depuis le début du siècle montrera peut-être que la France peut encore y jouer un rôle positif.

LES DÉPOUILLES DE L'EMPIRE OTTOMAN

En se présentant au partage des dépouilles de l'empire ottoman définitivement disloqué après la guerre de 14-18, les deux puissances coloniales, française et anglaise, se trouvaient en terrain d'après concurrence.

Pour saper l'influence de la France, forte de son rôle traditionnel de protectrice des chrétiens du Moyen Orient et de son rôle méditerranéen accru depuis la conquête de l'Algérie, la Grande-Bretagne s'appuya sur deux nationalismes d'essence religieuse qu'elle ne contribua pas peu à créer : les nationalismes arabe et juif. Le premier devait mener la

pourquoi rester ?

Le sauvetage de l'O.L.P. menacée d'écrasement par les forces syriennes constitue une brillante opération diplomatique, où le gouvernement français a risqué beaucoup avec courage. La rencontre d'Arafat avec le président égyptien qui s'en est immédiatement ensuivie a été la première récompense pour les diplomates français et américains qui croient encore à une solution négociée du problème palestinien. Mais désormais, la question de la présence occidentale à Beyrouth est posée. La France notamment doit-elle se retirer au plus vite d'un terrain où elle ne peut plus que se faire des ennemis, sans être assez puissante pour protéger ses amis ? Ou bien l'Histoire doit-elle nous rappeler que nous avons encore des devoirs dans cette région ? Répondre à ces devoirs nous coûtera cher. Mais les éluder ne nous coûterait-il pas encore plus cher ?

vie dure aux administrateurs du mandat français sur la Syrie et le second servit de justification et de moyen à la présence coloniale britannique en Palestine.

Du mandat français sur la Syrie on ne peut pas dresser un bilan très favorable. Ayant chassé le roi Faïçal qui avait vocation à créer un grand royaume arabe, la France joua les minorités avec une confusion et une maladresse qui ne devait pas grandir notre in-

fluence. Seul fait positif : la création d'un Liban viable économiquement et possible politiquement mais là encore ce ne fut pas sans hésitations et maladresses.

Quant aux Anglais, les nationalismes religieux qu'ils avaient réveillés devenant des nationalismes tout court, leur présence fut compromise. Après la seconde guerre mondiale, il revint aux Etats-Unis de tirer tous les béné-

fices du morcellement du Moyen-Orient, avec une politique infiniment moins complexe et aussi moins ambitieuse que celle de l'empire britannique.

Dans son livre «Entre l'Islam et l'arabisme» (Albin-Michel), Ch. Rizk montre qu'après la disparition de l'empire ottoman «le Moyen-Orient est devenu, pour la première fois de son histoire, périphérie, carrefour, zone de ténacité d'empire», un enjeu stratégique, le plus important du monde peut-être, «mais pour les autres». Les Arabes libérés de l'emprise turque, puis de l'occupation anglaise ou française, sont devenus le jouet des impérialismes américain et soviétique qui trouvent dans cette poussière d'empire un terrain idéal d'affrontement.

LE JEU DE LA FRANCE

La période gaullienne a montré que la France conservait une marge de manœuvre si elle reprenait une politique capétienne d'opposition aux grands empires et savait tirer bénéfices des restes de son influence dans la région. Encore faut-il qu'elle ait clairement conscience des instruments de sa politique moyen-orientale. Le premier est l'amitié avec un Etat libanais maintenu dans son intégrité et maintenant ses liens avec le reste du monde arabe. Le second est le soutien

une guerre civile quand même !

L'entretien avec Jean Coudray sur le Liban («Quelle guerre civile ?») (1) que nous avons publié dans «Royaliste» 392 du 23 novembre 1983 a suscité de nombreuses réactions. Celle de Pierre Andreu qui a noué et maintenu de nombreux contacts avec ce pays depuis 1966 est du plus haut intérêt.

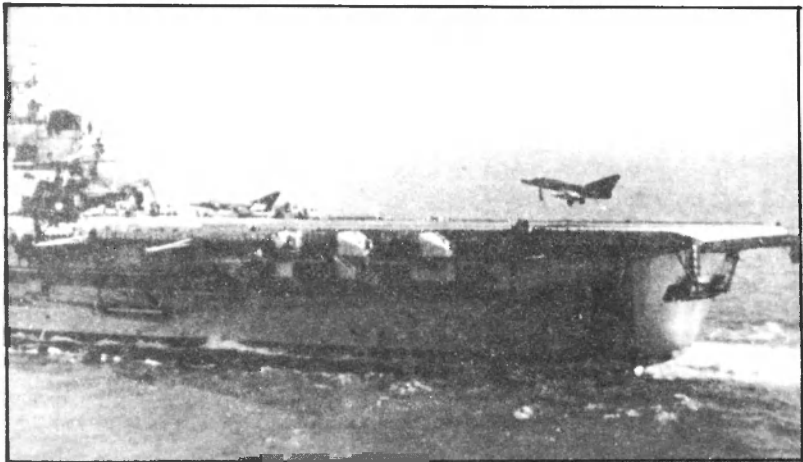
J'ai beaucoup hésité à vous écrire cette lettre car il m'est douloureux aujourd'hui de parler du Liban et aussi, comme beaucoup de Libanais et de Français qui ont passionnément aimé ce pays, parce que je suis trop souvent envahi par un sentiment d'à quoi bon. Je crois bien connaître le Liban où j'ai vécu et travaillé pendant cinq ans entre 1966 et 1971. J'y suis retourné plusieurs fois, la dernière, en juin 1982, pendant le siège de Beyrouth. Je pense que pour comprendre ce qui se passe dans cet hiver terrible et dans ce qui déchire ce pays depuis plus de huit ans et qui ressemble beaucoup, hélas, à une «guerre

civile», il est nécessaire de remonter bien avant 1976. Il était difficile, en arrivant au Liban en 1966, et les choses n'avaient pas beaucoup changé au printemps de 1975, de penser que l'on était en présence d'un Etat modèle, «modèle, comme le vit Jean Coudray, de liberté, de prospérité, de justice sociale». La liberté y était sans doute très grande, surtout si on la mesurait à l'aune de la liberté existant dans les autres pays arabes du Proche-Orient - elle touchait parfois à une extrême licence avec le record mondial des boîtes de nuits - mais la prospérité était relative et ne profitait qu'à une couche réduite de la popula-

tion et la justice sociale inexistantes. On ne pouvait qu'être frappé par l'extraordinaire disproportion des situations, les fortunes et les luxes les plus tapageurs côtoyant de grandes zones de pauvreté et souvent de misère. En mars 1967, «L'Orient» - qui n'avait pas encore fusionné avec «Le Jour» - du grand journaliste Georges Nakkache, publiait une sérieuse enquête statistique sur le niveau de vie des familles dans dix quartiers de Beyrouth. C'était assez terrifiant, seulement deux quartiers de Beyrouth sur les dix de l'enquête n'abritaient pas de familles misérables. On multipliait pendant l'hiver les fêtes de charité, mais la pauvreté se maintenait obstinément, seule la merveilleuse débrouillardise libanaise et l'entraide communautaire - les grecs-orthodoxes aidant les grecs-orthodoxes, les maronites aidant les maronites, les musulmans sunnites aidant les musulmans sunnites, etc., etc. - assuraient vaille que vaille un équilibre très branlant. Il n'y avait pas d'Etat : pas d'armée, 12.000 hommes mal entraînés et mal armés, par de services sociaux - la maladie d'un vieux parent ruinait une famille - pas ou

peu d'écoles publiques, l'enseignement supérieur abandonné aux étrangers, pas de vraie fiscalité. La conséquence directe en était que la naissance d'une communauté libanaise, d'une nation libanaise intégrant les composantes chrétiennes et musulmanes en était, malgré les efforts du général Chéhab entre 1958 et 1964, mais arrêté après son départ, à peu près au même point qu'à la création de l'Etat libanais en 1943. Il est absurde d'écrire que le Liban dure «depuis une éternité».

La guerre de 1967 et son résultat le plus évident, faire de la question palestinienne qui s'éteignait dans les tiroirs de l'ONU un problème explosif et mondial, allait miner, puis faire éclater au fil des années, les fragiles structures de ce pays. Les autorités libanaises - mais existaient-elles ? - n'ont jamais rien compris au problème palestinien. D'abord, elles l'ont nié ; un officier libanais, devenu général en chef de l'armée, auquel j'essayais en janvier 1969, d'expliquer ce qui se passait dans les camps, le réveil palestinien, me disait avec pitié : «Tu ne comprends rien ; ils ne s'intéressent qu'à leurs rations et s'il y en a qui bougent, nous



■ La France puissance méditerranéenne

au peuple palestinien car notre pays est intéressé à de multiples titres au sort futur de la Palestine. Cette double politique a montré son efficacité et nous a permis d'étendre l'influence dans le monde arabe que le général de Gaulle avait su acquérir après l'indépendance de l'Algérie. Mais l'incapacité des successeurs du Général à concevoir une politique autre que commerciale n'a-elle pas réduit considérablement notre liberté de manœuvre ? La France sera-t-elle ravalée au rang de simple puissance marchande ne cherchant qu'à mener des opérations fructueuses ? Dans ces conditions le soutien à l'O.L.P. prendrait une coloration toute autre, favorable à notre commerce extérieur, défavorable à notre crédibilité politique. L'accusation de cynisme

avons la trique.» Mais moi, je savais que le temps des réfugiés dans des camps misérables était fini. L'élection de Frangie, en août 1970, a marqué le tournant fatal après lequel rien ne pouvait plus être sauvé et en même temps, la triste démission de toutes les élites libanaises et Dieu sait pourtant qu'elles étaient nombreuses et variées. C'est sous sa présidence que la décision a été prise, alors que le Sud restait ouvert à toutes les incursions israéliennes et qu'un commando venu d'Israël par mer pouvait assassiner impunément, au cœur de Beyrouth, trois des chefs les plus modérés de l'OLP, d'en finir militairement avec les Palestiniens. C'est la tentative avortée du printemps 1973, et c'est le même homme qui, en 1976 a voulu et officialisé la présence des troupes syriennes au Liban. Ce qui a éclaté au Liban, au printemps 1975, - je suis obligé d'interrompre ma lettre, et trop longue et trop brève - est une guerre complexe qui ne pouvait que solliciter l'intervention de l'étranger, arabe et non-arabe et qui n'a cessé, hélas, de se professionnaliser pour aboutir aux massacres de Sabra et Chatila et aux tueries bestiales du

prendrait corps si les soldats français de la paix devaient être retirés du Liban après le sauvetage de l'O.L.P. Ce serait la preuve que le soutien à l'O.L.P. s'est bien fait au détriment du Liban. Alors le désespoir d'Antoine Basbous dont on lira le témoignage ci-contre trouverait toute sa justification.

Le Liban, toujours occupé par ses deux voisins, mais débarrassé de l'O.L.P. offre peut-être aujourd'hui à la France la chance de redéfinir sa politique au Moyen-Orient et d'y retrouver en même temps que sa mission historique d'opposition aux impérialismes une large influence. Mais il faudra pour cela une volonté politique immense.

F.A.

Chouf, massacres et tueries dont il ne faudrait jamais oublier qu'Israël, par sa politique, les avait minutieusement préparés. On regrettera le temps, en 1975-76, où l'on pouvait parler de «droite chrétienne» et de «gauche palestinienne-progressive». C'était, malgré quelques accrocs horribles (le Samedi noir, la Quarantaine, Damour), le bon temps des idéologies.

Pierre ANDREU

(1) Cet article a été reproduit in extenso dans le quotidien libanais «Le Réveil».



l'amertume d'un libanais

Antoine Basbous est libanais. Avec Annie Laurent, journaliste française, il vient d'écrire une étude très complète (1) sur les relations du Liban avec ses deux puissants voisins, qui apporte de nombreuses informations, notamment sur la période la plus récente. Nous lui avons demandé ce qu'il pensait de l'intervention de la France au Liban.

Royaliste : Quelle était la politique libanaise de la France du temps de de Gaulle ?

Antoine Basbous : Le général de Gaulle s'occupait personnellement et régulièrement du Liban qu'il considérait presque comme une partie de la France. Il convoquait souvent l'ambassadeur du Liban pour lui exprimer sa sollicitude ou son inquiétude et lui demandait toutes les explications nécessaires. C'est que pour le Général, la pièce maîtresse de la politique française au Moyen-Orient était le Liban (ce qui fait contraste avec la politique actuelle où la France cherche à résoudre la question libanaise à travers les pays arabes). En retour le Liban s'entremettait volontier entre les pays arabes et la France, ainsi Charles Hélou n'hésita-t-il pas, venant à Paris, à faire un détour par Le Caire afin de sonder les intentions de Nasser et d'en informer le Général. Je cite dans mon livre un article d'Edouard Saab qui écrit dans «Le Monde» du 29 avril 1969 que l'échec du référendum organisé par de Gaulle sur la régionalisation «ne serait pas sans

conséquence sur le plan intérieur libanais. Les partisans de la guérilla (palestinienne) risquent à présent de resserrer leur étau sur le gouvernement de Beyrouth sans que celui-ci puisse continuer à compter sur un allié à qui les Etats arabes ne pouvait rien refuser», qui indique bien le rôle personnel de de Gaulle dans cette politique.

Royaliste : Qu'est-ce qui a changé avec les successeurs de de Gaulle ?

Antoine Basbous : Dès le président Pompidou la France a donné la priorité à des préoccupations économiques. Le soutien à l'OLP est alors devenu l'instrument de pénétration économique et politique de la France dans les pays arabes. Cette substitution s'est faite au détriment du Liban.

Royaliste : Il y a eu au début du septennat de François Mitterrand une volonté de mener une politique plus favorable à Israël. Vous parlez dans votre livre d'une bi-polarité de la France qui en ferait à la fois un pays ami d'Israël et l'interlocuteur privilégié des Arabes.

Antoine Basbous : Les Français sont divisés sur cette question. Le président Mitterrand voulait renouer des liens privilégiés avec Israël. Mais très vite ses conseillers se sont rendu compte que le voyage de Jérusalem a été suivi d'une longue période où l'on n'a vu aucun ministre des Affaires étrangères arabe à Paris... Le volume des contrats avec les pays arabes a

(suite page 4)

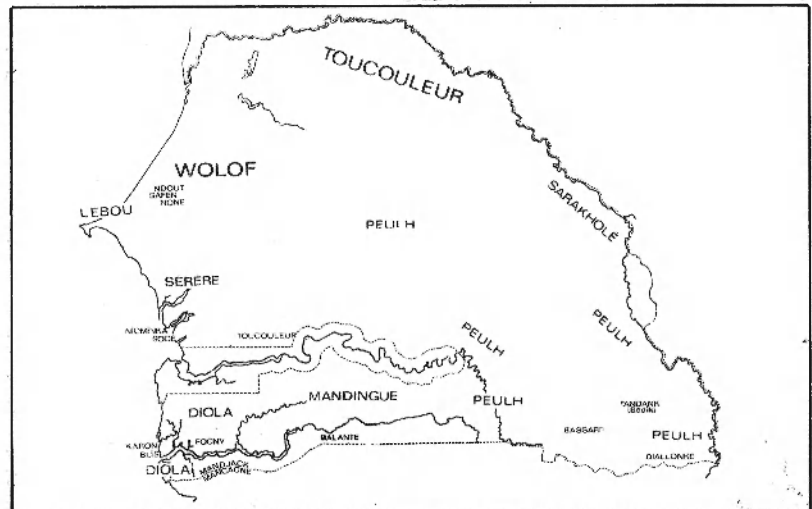
troubles en casamance

Les graves événements survenus récemment en Casamance risquent de modifier, à son désavantage, l'image qu'offre le Sénégal sur la scène internationale.

En effet, les troubles qui se sont déroulés le 18 décembre ont fait une vingtaine de morts et quelques 80 blessés. Cette situation n'est pas nouvelle : on se souvient des émeutes du 26 décembre 1982. Pourtant, jusqu'à ce jour, le Sénégal jouissait d'une image envinée de stabilité : Abdou Diouf avait succédé, sans secousses politiques, au Président Senghor qui s'était retiré volontairement après avoir mis en place son successeur. Avec la création de la fédération sénégalienne (le 1er février 1982) le Sénégal semblait même en mesure d'intégrer la Gambie (ancienne colonie britannique), véritable coin enfoncé dans le territoire sénégalais.

Que s'est-il passé ? Précisément, la Casamance est presque isolée du reste du Sénégal par une frontière plus forte que jamais. Il n'est jusqu'à la géographie et au climat -sub-tropical- qui font de

cette région, véritable grenier du pays, une province différente des autres. En outre, on a trop vite oublié que le Sénégal, comme tous les pays africains, est composé d'une multitude d'ethnies : les Wolof (1.400.000, soit plus de 35% de la population) dominent par leur nombre et imposent, surtout dans les villes, leur dialecte comme langue véhiculaire (avec le français); il y a aussi les Sérère (700.000), les Peul (500.000), les Toucouleur (300.000), les Mandingue (250.000)... mais aussi les Diola (350.000). Ces derniers peuplent la basse Casamance. Ils sont chrétiens ou animistes, dans un pays musulman à plus de 85%... La récente migration d'autres ethnies, chassées de leur région d'origine, au climat sahélien, par la sécheresse a mis le feu aux poudres. Les Diolas de Casamance, province dont la pluviométrie est plus importante que partout



■ Les ethnies de la fédération sénégambienne

ailleurs dans le pays, se sentent menacés dans leur territoire et leur identité, d'autant qu'ils dénoncent depuis longtemps la « wolofisation » du Sénégal.

Pourtant, à la suite des émeutes de l'année dernière, Abdou Diouf avait sagement accordé aux représentants de la Casamance une place plus importante, tant au sein du Parlement, qu'en celui du Gouvernement ou à l'intérieur du Parti socialiste. Pourtant, le Président dispose d'une véritable chambre d'enregistrement : s'il y a une dizaine de partis au Sénégal, le P.S. détient 111 sièges sur 120 ! Cependant...

Les difficultés en Casamance détourneront-elles les autorités sénégalaises des efforts qui sont nécessaires pour faire de la fédération Sénégalienne une réalité ? Il est à souhaiter que non, car seule une réussite dans ce domaine peut désenclaver une province au particularisme prononcé. Ainsi, le Président Diouf est condamné à résoudre conjointement ces deux problèmes.

Espérons qu'il y parviendra : la stabilité de ce pays ami, et plus généralement celle de l'Afrique occidentale, en dépendent.

Alain SOLARI

(suite de la page 3)

sensiblement régressé au profit des concurrents européens de la France... Et finalement ce chantage arabe a été payant. Le soutien à l'OLP est redevenu la priorité de la politique française, alors que le soutien militaire (don de matériel), financier et politique accordé en 1981 à l'Etat libanais avait fait croire à un retour à la politique gaullienne. En fait, c'était une opération commerciale.

En juin 1982, si François Mitterrand hésite à condamner trop violemment l'invasion israélienne au Liban, l'orientation du ministère des Relations extérieures est totalement pro - palestinienne. L'échec du sommet des pays industrialisés de Versailles, la seconde dévaluation du franc n'ont pu que renforcer cette tendance. Désormais la position officielle de la France est que les problèmes libanais et palestiniens sont indissolublement liés... ce qui revient à sacrifier l'avenir du Liban à la cause palestinienne.

J'en veux pour preuve le silence des Français lors du bombarde-

ment de Tripoli l'an dernier (après que le gouvernement libanais avait demandé aux Syriens de retirer leurs troupes) qui a fait de nombreuses victimes libanaises dans l'indifférence générale. Mais quand c'est Arafat qui est en difficulté dans Tripoli, la France entière se mobilise pour sauver les Palestiniens loyalistes.

Royaliste : Et les Etats-Unis ? Dans votre livre vous semblez attendre beaucoup de leur intervention...

Antoine Basbous : Dès la crise de 1969, la volonté de domination de l'hinterland arabe s'est affirmée sans réaction suffisante de la France. Mais les Etats-Unis ne se sont pas non plus engagés très fermement, si bien qu'après ce test, les Syriens ont pensé qu'ils pouvaient agir impunément au Liban.

Les Américains ne connaissent pas l'Orient et ils ne prennent pas de gants pour préserver prioritairement les deux intérêts qu'ils estiment fondamentaux : le pétrole du Golf et Israël. Etant donné que l'Amérique est une superpuissance elle peut mener cette politique sans crainte de chantage de la part des régimes



arabes. Pour l'Amérique le Liban n'est qu'un modeste élément parmi d'autres, que l'on pourrait aisément sacrifier si, par exemple les Syriens se montraient «raisonnables» en acceptant une partie du territoire libanais en échange du Golan et de la paix avec Israël...

Les Américains ont exercé des pressions sur l'Etat libanais pour qu'il accepte l'accord du 17 mai avec Israël, en contrepartie duquel ils ont reconnu «les intérêts historiques légitimes de la Syrie au Liban». Ils ont ainsi accordé un droit de regard à la Syrie sur les affaires du Liban et malgré les demandes réitérées du président

Gemayel, Mac Farlan n'a procédé à ce jour à aucun rectificatif sur ce point. Avec tout ce qu'a subi le contingent américain au Liban on pouvait s'attendre à une réaction importante de la part de la superpuissance américaine. Il n'en a rien été. Reagan, Shultz, Habib avaient déclaré que les forces étrangères auraient quitté le Liban avant 1982. Nous sommes fin 1983 et les forces internationales vont se retirer... mais les troupes étrangères, israéliennes, syriennes, les conseillers soviétiques, s'incrustent dans le pays.

Royaliste : Que peut faire désormais le président Gemayel ?

Antoine Basbous : Le président Gemayel a parié sur la «troisième voie» que représentait l'appel à l'Occident pour garantir l'intégrité territoriale du Liban. Il doit savoir désormais qu'il ne peut compter que sur des négociations directes, soit avec la Syrie, soit avec Israël.

propos recueillis
par Frédéric Aimard

(1) Une proie pour 2 fauves : le Liban entre le lion de Juda et le lion de Syrie. Ad-Da'irat - diffusion Synonyme - prix franco : 88 F.

débat sur le nucléaire :

les anglais et «le jour d'après»

Le 20 novembre dernier, la diffusion d'un film réalisé à la demande de la chaîne ABC, «The Day after» suscitait un vaste débat aux Etats-Unis, obligeant la Maison-Blanche à prendre position. Ce film a été programmé en Grande-Bretagne par Yorkshire Television. Notre correspondant en Angleterre nous en rend compte...

Le scénario du film est simple : confrontés à des troubles en RDA et à un mouvement de révolte dans certaines unités de l'armée est-allemande, les Soviétiques interviennent massivement puis attaquent en direction de l'Ouest. Les forces de l'OTAN répliquent en utilisant l'arme nucléaire. L'URSS en retour envoie quelques centaines de missiles balistiques inter-continentaux en direction des Etats-Unis, qui ont recours, quant à eux, à leur «Minutemen». L'on assiste alors à la destruction d'une ville moyenne, Kansas City, et à la mort lente de Lawrence, une ville universitaire à quelque 40 milles de là.

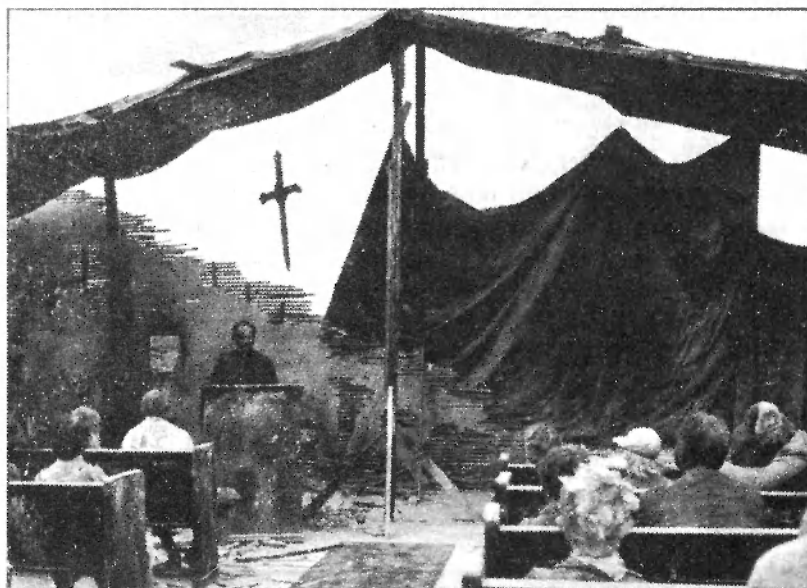
Il faut bien reconnaître que «The Day after» n'est pas un grand film. D'une durée de 4 heures à l'origine, il ne gagne en rien d'avoir été réduit à son format actuel de deux heures 1/4. Ce film-catastrophe mal fagoté se veut apolitique. Ses détracteurs ont fait remarquer que ce sont les Occidentaux qui sont en position d'agresseur (nucléaire). Ils lui reprochent aussi quelques touches d'ironie lourde : ainsi vers la fin du film, les survivants entendent le Président annoncer (un Président à la voix et aux intonations très reaganien) que les Etats-Unis ont préservé liberté et démocratie. A aucun moment il n'aborde les grands thèmes pourtant si importants pour ceux qui restent : comment survivre, pourquoi survivre. L'on a noté aussi certaines incohérences (le médecin Jason Robards qui retourne en ville quelques minutes seulement après l'explosion des missiles, sans en trop souffrir) et relevé que rien n'est dit sur les effets à long terme (par ex. le froid glacial qui détruirait les plantes et toutes les ré-

coltes, ce qui signifierait la mort pour les hommes et les bêtes).

Il semble que les Américains ont réagi bien plus émotionnellement que les Britanniques dans leur ensemble, probablement à cause de leur soudaine prise de conscience qu'un conflit nucléaire les toucherait directement. Avant ce film, Karlsruhe était si loin !

D'après une enquête d'opinion réalisée par MORI pour *Independent Broadcasting Authority* et *Independent Television News*, «The Day after» a bénéficié d'une audience de quelque 17 millions de spectateurs, dont seulement 32% ont eu la patience de regarder le film jusqu'au bout. Le mouvement anti-nucléaire compte beaucoup sur ce film pour améliorer ses positions sur la scène politique. Un sondage d'opinion portant sur un échantillon de 1000 personnes réalisé par *Harris Research* révèle que 28% des personnes interrogées sont en faveur du déploiement des missiles Cruise et Pershing 2, 34% y sont opposées et 34% s'y déclarent favorables à la seule condition que les discussions sur le désarmement nucléaire continuent (cf. «The Time» du 13 décembre).

En Grande-Bretagne, les réactions du ministre de la Défense, Michael Heseltine, ont suscité autant sinon plus de commentaires dans la presse que le film lui-même. Refusant de prendre part au débat qui suivit le film, et auquel participait Joan Ruddock, la directrice du CND (le mouvement des anti-nucléaires), puis à une émission de TV-am, durant laquelle Mgr Bruce Kent, l'évêque catholique secrétaire-général du CND était interviewé, Michael Heseltine a attaqué «The Day after»



■ L'église de Lawrence le lendemain de l'explosion nucléaire...
Un téléfilm médiocre et plein d'invéraisemblances qui provoque un débat international.

comme un film de propagande, tout en déclarant que c'était un excellent argument en faveur du programme de défense proposé par les Conservateurs.

Le meilleur point de vue a été avancé par Robert McNamara. L'ancien secrétaire américain à la Défense (1961-1968) : le désarmement unilatéral serait une erreur grossière, cependant les Cruise et les Pershing ont avant tout une valeur politique, ils sont ici pour rassurer les Européens et prouver que les Etats-Unis sont des alliés sûrs. Aussitôt qu'il sera possible les missiles pourraient (devraient) retourner aux Etats-Unis. Le but qu'il propose, c'est désormais de travailler à minimiser les risques de conflit avec l'Est. Parallèlement le Commandant suprême des Forces alliées en Europe, le général Bernard Rogers (1), vient de déclarer que l'OTAN, à présent incapable de tenir très longtemps face à une attaque des forces du Pacte de Varsovie, aurait recours «assez rapidement» à l'arme tactique nucléaire. Cette menace

renforce son appel aux 16 nations du Pacte Atlantique afin que soient considérablement consolidées les capacités de défense conventionnelles des forces de l'Ouest (cf. «The Time» du 16 décembre). Les gouvernements concernés, à l'Est comme à l'Ouest, les groupes de pression vont s'employer de plus en plus activement à gagner les masses. Ni les uns ni les autres - et les réactions des officiels à l'occasion du film «The Day after», -un simple film de fiction pourtant, comme on l'a souvent répété de part et d'autre, ne sont à même de préjuger de l'opinion publique, si changeante d'un sondage à l'autre, d'une série de sondages à une élection (voir la victoire de Helmut Kohl en Allemagne Fédérale). Sommes-nous condamnés à vivre dans une paix faite de peur, d'indifférence et de cynisme, une paix sans lendemain ?

Daniel SINGLETON

(1) NDLR sur la «doctrine Rogers» cf
«Royaliste» 374 du 20 janvier 1983.

demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et les brochures que nous avons publiés, remplissez le bulletin ci-dessous **sans engagement de votre part**.

Nom

Prénom

Année de naissance Profession ou études

Adresse

.....

.....

désire recevoir **sans engagement de ma part** une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à retourner à :
«Royaliste», 17, rue des Petits-Champs 75001 PARIS.

Notre journal s'est parfois vu reprocher de méconnaître la richesse du modèle américain, par «gauchisme» ou autre déviation intellectuelle impardonnable. La vérité est qu'il est difficile de se documenter sérieusement sur le phénomène américain tant il est multiforme et tant il suscite les passions de défenseurs ou de détracteurs acharnés. Le témoignage de Thomas Molnar, intellectuel européen de droite qui a choisi de vivre aux Etats-Unis, nous a paru d'un intérêt tout particulier. Il émane en effet d'un homme que son érudition et ses attaches à différentes cultures prédisposent à un jugement désengagé des polémiques habituelles. Nous avons aussi interrogé Thomas Molnar sur la société française, telle qu'il la voit lors de ses visites régulières dans notre pays. Comme pour chacun des entretiens publiés par «Royaliste» les avis recueillis n'engagent que notre invité.

thomas l'américain la française

● **Royaliste :** Les Etats-Unis séduisent à nouveau une partie de l'intelligentsia française. La réalité américaine vous paraît-elle justifier cette attitude ?

Thomas Molnar : L'intelligentsia française, à l'instar de celle de l'Occident entier, est séduite par l'Amérique, grande puissance à grande réussite. Aujourd'hui, à l'époque du socialisme en France, cette admiration va au capitalisme américain, sans que les Français comprennent que le réseau imbattable de ce capitalisme est fondé sur la stabilité sociale et politique. L'admiration est par conséquent justifiée, quoiqu'il faille la limiter à ces deux réalisations, il est vrai importantes : le dynamisme économique et la stabilité du système. Importantes mais guère imitables. L'expérience américaine est sui generis, non exportable sans de graves conséquences pour le pays d'accueil.

● **Royaliste :** Sur le plan de la société américaine : connaît-elle une crise analogue à celle que traverse la société industrielle européenne ?



ne ? Ou peut-on dire que le système industriel est bien maîtrisé ? Les Etats-Unis traversent-ils, comme nous, une crise d'identité ?

Thomas Molnar : Etant donné que l'essentiel de la société américaine, est à base de business («business civilization») et que le gros de l'activité du pays se caractérise par ce même esprit, la crise américaine et européenne n'est pas de la même nature. L'industrie et le commerce constituent le cœur de la société américaine, leur échec durable entraînerait la faillite totale des Etats-Unis en tant que tels. Tous les efforts sont concentrés sur ces activités, l'économie étant la première et la dernière ligne de défense de cette quasi-nation. La crise, car crise il y a, prend donc d'autres aspects qu'en Europe.

Elle est d'abord morale, ensuite ethnique, et c'est dans ce sens-là que nous pouvons parler d'une «crise d'identité». L'hypocrisie puritaine de jadis a fait place, depuis environ une décennie et demie (l'Amérique a eu, elle aussi, son «mai 1968», à la même époque que la France), au dévergondage moral, lui aussi puritain. Puritain, car ce dévergondage, comme l'hypocrisie, est pratiqué suivant des formules, ce qui est l'essentiel dans l'attitude puritaine. Dans les pays catholiques ou greco-orthodoxes, l'immoralité s'explique par le péché incrusté par la chute dans la nature humaine; aux Etats-Unis, l'immoralité est signe de la damnation, aussi faut-il abolir Dieu et justifier l'immoralité : par la mutation des consciences, l'adhésion plus parfaite à la démocratie, l'égalité des races, des sexes, des «options sexuelles», etc.

Crise ethnique ensuite, car les millions et dizaines de millions d'immigrés latino-américains ne

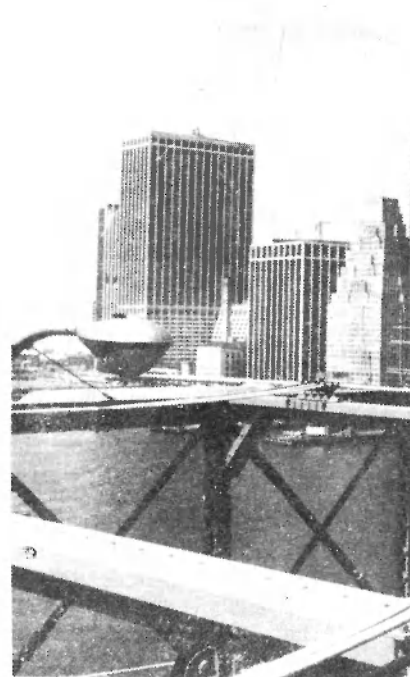
sont pas à tous les points de vue assimilables. Et l'avance des soviéto-cubains en Amérique Centrale, vers le Mexique, aggravera cette «invasion» par une autre race, que l'Eglise catholique, infiniment affaiblie, ne pourra religieusement canaliser. Il y aura donc rupture dans l'espèce de contrat social que les anglo-saxons de souche ont, dès les débuts, instauré dans ce pays.

● **Royaliste :** Sur le plan économique l'expérience Reagan vous paraît-elle positive ? Si oui, est-il possible de l'exporter ?

Thomas Molnar : Ici ma réponse est préfigurée dans mes réponses précédentes : Reagan a réussi dans le domaine économique car il ne pouvait pas ne pas réussir. La survie de la société en dépendait. D'un autre côté, ce succès n'est point un article d'exportation car il est la fonction d'un certain esprit civique, unanime quand il s'agit de l'activité économique. Là où il y a un esprit de lutte de classe, comme en France, on ne pourrait refaire la même expérience.

● **Royaliste :** Quel jugement portez-vous sur la politique extérieure des Etats-Unis ?

Thomas Molnar : Il n'y a pas de politique étrangère américaine, il n'y a qu'un âge d'or hypothétique que l'Amérique, depuis les puritains jusqu'à aujourd'hui, cherche à réaliser avec l'entière planète comme lieu d'épanouissement. Les interventions comme la récente à Grenade et même celle du Vietnam, sont assimilables à un exploit sportif. Elles ne prennent pas leur place naturelle dans une ligne politique quelconque, intelligemment conçue et systématiquement suivie. Aussi l'avenir verra-t-il une Amérique de plus en plus isolée car peu «fia-



ble» - face au dessein exécuté de main de maître par Moscou. Hélas, ce défi ne changera rien à la confusion américaine quand il s'agit de confronter les réalités extérieures.

● **Royaliste :** L'Europe où vous avez vos racines, doit-elle, comme une certaine logique économique l'y pousse, accepter son intégration dans une «communauté atlantique» déjà largement constituée ? Risque-t-elle de perdre son identité culturelle ? Est-il encore possible de la sauver ?

Thomas Molnar : Une «communauté atlantique» serait un avorton, l'Europe ne pouvant résister à l'hégémonie économique-culturelle des Etats-Unis. Cependant le *homo atlanticus* existe déjà, point sur les rivages américains où le consensus social et la vision de l'âge d'or s'y opposent, mais en Europe qui est en train littéralement de perdre son âme. L'Europe est hypnotisée par l'Améri-

molnar, que et ice



que, l'Europe de l'Atlantique jusqu'aux Carpates. Je me demande si l'on peut parler à l'heure où nous sommes d'une «identité culturelle» européenne, car cette culture est envahie d'un côté par la réduction prolétarienne soviétique, et de l'autre par la culture de masse, la culture du nombre, américaine. Il est vrai, l'Europe vit encore largement sur son héritage, mais tout comme en démographie, en culture on ne peut vivre sur l'acquis. Or, on n'a qu'à regarder l'architecture européenne moderne - et l'architecture est à tout moment le meilleur indice de l'état d'une culture (civilisation) - pour constater l'objectif numéro un : dépasser l'Amérique dans l'impersonnalité, la pauvreté de l'imagination, dans l'esprit mécanique. Ce qui est pire, c'est que l'Europe transforme en une métaphysique ce qui aux Etats-Unis n'est que jeu pragmatique, mode momentanée, caprice du marché.

● **Royaliste : Quelle impression retirez-vous du contact avec la société française d'aujourd'hui ?**

— **La crise dont on parle tant est-elle immédiatement perceptible ?**

— **Notre société vous paraît-elle transformée par le «changement» intervenu en Mai 1981 ?**

— **L'«identité nationale» sur laquelle beaucoup s'interrogent peut-elle être aisément perçue ? Quels sont, selon vous les éléments constitutifs de cette identité ?**

Thomas Molnar : Mon impression de la société française sous Giscard ou sous Mitterrand est celle d'une société sclérosée, d'une société à son déclin. Pourtant vous savez à quel point j'aime et j'admire ce pays, le centre de l'histoire depuis mille ans, à quel point je voue un culte à la langue française, à l'esprit français. C'est ma patrie intellectuelle et spirituelle.

Si je vous dis maintenant que la somme de veulerie et de mesqui-

nerie que je trouve en France dépasse celle que j'en trouve dans d'autres pays, vous pourrez mesurer et mon impression et ma détresse.

C'est un peu comme l'Eglise : si la France venait à trahir ses fidèles et adhérents, le monde en serait amoindri, réduit à sa plus simple et inadéquate expression. Ce que j'admets ailleurs, je ne l'admets pas en France : les catholiques malmenés par leurs évêques; la légalisation de l'avortement, le compromis avec le libéralisme et le socialisme; les villes défigurées par les tours et les HLM; le monstrueux, Centre Pompidou, les tours Montparnasse et de la Défense.

Or, dans une vieille et subtile civilisation comme la française les signes matériels se font les symboles d'un mal plus profond. La beauté, l'harmonie, un certain style de vie façonné par les siècles foutent le camp, c'est la seule expression qui me glisse sur la langue. La crise, puisque vous vous servez du terme, est partout, et elle est d'autant plus évidente que le cadre : les villes, l'admirable campagne, les monuments, les institutions, l'histoire partout présente - avec ses lignes plastiques et ses lignes de réflexion la souligne et y attire l'attention.

Les traits dont nous parlons sont davantage mis en évidence depuis mai 1981 qui semble parachever l'œuvre commencée en mai 1968. Mitterrand a consolidé la révolution, mais sans la dégrader comme Napoléon. Ce que je constate un peu partout c'est que les Français ont peur, et celui qui a peur ne s'intéresse qu'à ses petits égoïsmes. La veulerie de l'époque giscardienne s'est transformée en les grotesqueries du régime actuel : les poses et les propos creux de Mitterrand, les bouffonneries de Jack Lang, le fait d'avoir quatre ministres communistes lorsque l'Occident s'essouffle dans la guerre inavouée contre Moscou.

Ce qui me rassure, cependant, ce n'est pas tellement la résistance qui s'organise contre la destruction de la France par des idéologues et des esprits frivoles, c'est plutôt les noyaux de ce qu'on a appelé, un esprit et un style permanents. Cette identité nationale est en effet aisément perçue. Je dirais que le premier trait en est l'intelligence rapide bien qu'elle soit souvent cassante, brutale. Même dans ces cas la langue française, merveilleusement subtile, sinieuse, élégante, adoucit l'expression.

On admire d'abord la qualité de l'escrimeur avant de s'apercevoir qu'on vient d'être blessé. J'appuis sur cette intelligence et sur la langue qui en est inséparable justement parce que j'habite dans un pays où ces deux qualités n'ont aucune primauté. On y parle pour «communiquer» ses intérêts et ses désirs immédiats, et il n'arriverait à l'esprit de quiconque de voir dans l'intelligence et dans la langue un seul et même chef d'œuvre.

Le deuxième trait que je trouve à cette identité nationale, et qui survivra naturellement à l'actuelle déchéance, est la profondeur de la

THOMAS MOLNAR

Thomas Molnar est né à Budapest en 1921, a fait des études dans plusieurs pays européens et s'est installé aux Etats-Unis en 1949 après avoir quitté la Hongrie en 1946. Il enseigne dans des universités américaines la philosophie, les sciences politiques ainsi que la littérature française.

Il est notamment l'auteur de «La Contre-révolution» qui vient d'être rééditée à La Table Ronde, de «Sartre, philosophe de la contestation» (La Table Ronde), «La Gauche vue d'en face» (Le Seuil) ainsi que de très nombreux livres publiés en anglais, allemand, italien, en particulier un «Bernanos, his political thought and prophecy», «The two faces of american foreign policy», etc.

Journaliste, Thomas Molnar s'exprime régulièrement dans le bimensuel traditionaliste chrétien «Monde et Vie» et, plusieurs fois par an, dans «Aspects de la France».

pensée, la loyauté aux notions de base, les convictions inébranlables. A l'étranger, on considère cela comme signe d'arrogance et de chauvinisme. Moi, je l'appelle indépendance de l'esprit. En tout cas, il n'y a de conversation qu'avec des Français - j'y ajouterais toutefois certains peuples de l'Europe centrale, vous me passerez cet autre «chauvinisme» - conversation autrement brillante que tous les «dialogues» du monde.

Bref, et pour me résumer, le Français est le premier peuple du monde, et il le restera à la condition de se débarrasser des incubes qui l'écrasent depuis des décennies. Péguy avait raison, Dieu a créé la France afin qu'il y ait des hommes qui comprennent sa création. La France est l'Athènes de la civilisation chrétienne / occidentale; il faut empêcher qu'elle ne s'absorbe, comme l'autre, dans un ensemble sans âme, qu'il soit atlantiste ou supranational.

propos recueillis
par Bertrand Renouvin

mauroy et le clan laïc

En présentant de nouvelles propositions en vue d'accélérer le processus de négociation sur l'avenir de l'école privée, le gouvernement a cédé au clientélisme. Il compromet par là les chances de rénovation du système éducatif.

Le 21 décembre une nouvelle phase des négociations sur l'avenir de l'enseignement privé s'est ouverte. Alain Savary a présenté au Conseil des ministres les cinq problèmes que le gouvernement et le Parlement auraient à résoudre d'ici février 1984 :

- les crédits budgétaires consacrés à l'enseignement privé sous contrat,
- la participation financière des collectivités locales au fonctionnement des écoles privées, et la création des établissements d'intérêt public,
- la carte scolaire,
- l'application de la réforme des collèges à l'ensemble du système éducatif,
- la titularisation sur place et par volontariat dans les corps correspondant de l'enseignement public des enseignants du privé.

Ces cinq problèmes étaient déjà contenus dans les propositions du ministre Savary du 18 octobre dernier. Aucune négociation n'avait pu s'engager alors, les défenseurs de la laïcité s'opposant à l'instauration de projets éducatifs d'établissement, les tenants des écoles privées refusant quant à eux la titularisation des personnels enseignants.

Le gouvernement fait donc preuve d'obstination. Les tenants de l'école libre aussi. La titularisation des enseignants est toujours refusée par ces derniers comme étant une menace quant à l'existence future du dualisme scolaire.

La FEN leur a donné raison en créant il y a peu un syndicat provisoire de l'enseignement libre dont les adhérents ont pour mission d'écrire au ministre pour réclamer leur titularisation.

Comment le Parlement pourra-t-il trancher d'ici février 1984 sur un problème que n'ont pu résoudre deux ans de discussion et de concertation ?

Pourtant le gouvernement ne se contente pas de reprendre ses propositions antérieures : il impose un calendrier à la fin duquel c'est l'ensemble des problèmes - et non, seulement, ceux évoqués ici - qui devront être résolus, la date

ultime étant 1986. Il souhaite donc en finir au plus vite et a préféré céder aux pressions du CNAL pour cela. Le rôle de Pierre Mauroy dans l'affaire est prépondérant. C'est lui qui, le premier, le 7 décembre au cours d'un dîner-débat organisé par le journal «Tribunal Juive» avait défini une nouvelle procédure de négociation. Le Premier ministre, par là-même, voulait montrer qu'il jouait encore un rôle dans les prises de position du gouvernement. Il est vrai que l'on parle beaucoup de son éventuel départ. Mauroy, par ailleurs, est un homme de gauche qui souhaite être le «rassembleur du peuple de gauche», attitude caractéristique d'une majorité désorientée et frileuse qui se replie sur elle-même. Qu'on se rappelle le chef du gouvernement au meeting du CNAL au Bourget, le 9 mai 1982, n'hésitant pas à expliquer sous les huées qu'il fallait rénover l'enseignement public... Quel revirement !

Certes le texte publié à l'issue du Conseil des ministres du 21 décembre fait encore référence à cette «rénovation du service public», mais Michel Bouchareissas l'a déjà clairement dit : le vrai problème est celui des rapports entre l'Etat et l'enseignement privé. En finir avec l'école des curés est la seule chose qui préoccupe le clan laïc.

Jean-Marie TISSIER

ROYALISTE-UNIVERSITÉ

Le numéro 27 de «Royaliste-Université» est paru. Il comporte un important dossier consacré à la réforme Savary. Pour vous informer, pour soutenir l'action des jeunes royalistes, abonnez-vous à «Royaliste-Université» : 5 numéros - 30 F (abonnement lycéen et étudiant - 12 F) CCP «Royaliste» 18.104.06 N Paris.

Pour participer à la diffusion de ce journal étudiant, prenez contact avec Jean-Marie Tissier, responsable du collectif étudiant, commandez-nous des affiches (modèle ci-contre, format 31 x 46, 3 couleurs).

étudiants étrangers

De la limitation de l'immigration pour cause économique au repli sur soi et au recul de l'influence de la culture française dans le monde il n'y a qu'un pas. Ce pas, des fonctionnaires obtus nous le feraient vite franchir. A Rouen la générosité et le courage de quelques étudiants français auront mis en lumière le cynisme d'une administration universitaire qui croit, comme au meilleur temps du pompidolisme et du giscardisme, que le mensonge et le recours aux forces de police doivent permettre de tout régler.

Depuis la rentrée scolaire dix-huit étudiants étrangers se battent pour obtenir une inscription que l'administration de l'Université de Rouen-Haute-Normandie leur refuse. Après deux mois de «négociations de couloirs» menées par les élus syndicaux étudiants (dont chacun connaît la redoutable efficacité !) un mouvement de contestation plus général prend jour. Mobilisation, appel à la grève, assemblée générale... Certes le nombre d'étudiants contestataires est faible : trois cents les jours fastes, et la coordination quelque peu aléatoire.

Décision est prise d'aller faire pression à une réunion regroupant les Doyens des différentes U.E.R., le Président de l'Université et deux représentants syndicaux afin d'obtenir l'inscription des dix-huit étrangers. Manque de chance, la réunion a été déplacée à l'autre bout de la ville dans le plus grand secret, sans même que les syndicats aient été avertis.

Cette réunion, bien que secrète, n'en fut pas moins fructueuse, le lendemain matin nous étions accueillis par une lettre des doyens et du président qui nous apprenait que ces étudiants étrangers n'avaient pas le niveau requis pour entrer à la très brillante Université de Rouen, que ce refus leur avait été notifié de longue date, que suivre les cours et les T.D. en «clandestins» (sic) comme ils le fai-

saient ne ferait en rien changer la décision et qu'ainsi on leur conseillait de rentrer chez eux au plus vite.

Une telle lettre ne pouvait que condamner l'administration : les dix-huit proscrits étant titulaires du bac (marocain pour la plupart) rien ne pouvait donc laisser supposer a priori qu'ils n'avaient pas le niveau. En aucun cas ils suivaient les cours clandestinement puisque tout le monde le savait. Les menaces implicites d'expulsion que contenait ce texte était révoltantes aux yeux de tous les étudiants.

Devant l'ampleur du mouvement, le président proposait alors l'inscription des étrangers comme «auditeurs libres» afin qu'ils se mettent à niveau et promettait leur inscription pour l'année prochaine. Que de contradictions encore quand on sait qu'un des motifs du refus avait été, au début, le manque de place... Ainsi les locaux, trop petits, ne pouvaient accueillir dix-huit étudiants régulièrement inscrits, mais pouvaient contenir dix-huit auditeurs libres ! De plus cette proposition ne permettait à l'évidence pas de savoir si oui ou non ces étudiants avaient le niveau puisque les examens leur étaient interdits.

Le refus des dix-huit concernés fut catégoriques et accompagné d'une grève de la faim, tandis que l'occupation des locaux et de la scolarité (siège de l'administration) était décidée. Après quelque temps le président sortait de son bureau pour affirmer qu'il ne ferait pas un pas de plus et nous prévenait qu'il aurait recours à la force publique pour évacuer les locaux. Bien que personne n'ait été séquestré, la police arrivait à vingt heures forçant ainsi la trentaine d'héroïques encore présents à sortir.

Devant la peur de l'expulsion, arme dont l'administration se servait avec délice, les étudiants non inscrits acceptaient la dernière proposition du président.

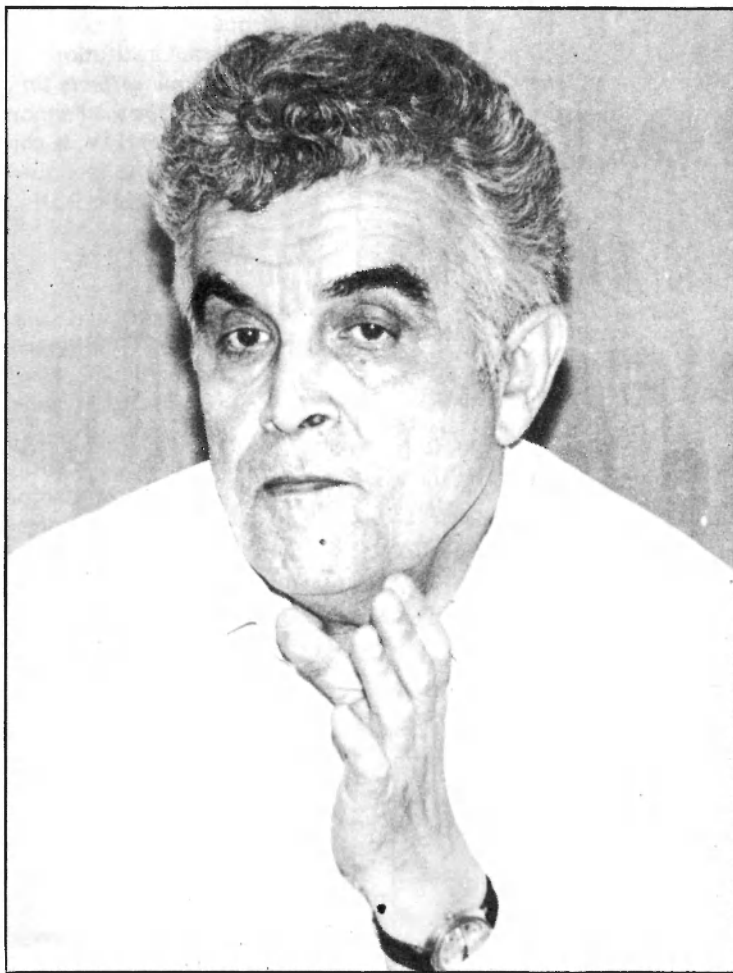
Combien d'étudiants étrangers seront refusés l'an prochain ?

Pascal CLEMENT
collectif «Royaliste-Université»



Dès son « Mensonge romantique et Vérité romanesque » (1), que Lucien Goldmann saluait comme un grand livre, René Girard se trouvait en possession de l'outil théorique, - la nature mimétique du désir - qui allait par la suite montrer son étonnante fertilité dans les domaines les plus variés, allant de la critique littéraire à l'exégèse des Textes sacrés de l'Occident, de la psychanalyse à l'ethnologie. Mais cette œuvre à la fois prudente (cinq ouvrages en vingt ans) et révolutionnaire ne risquait-elle pas de se disperser ? Les études réunies dans « Critique dans un souterrain » (2) témoignent de son éclatante unité et de la constante interpénétration de ses thèmes, repris et souvent exprimés de nouveau en formules denses et brèves. L'ouvrage constitue à ce jour la meilleure introduction à René Girard, une sorte de Girard par lui-même. Le premier et le dernier chapitre élaborent successivement une véritable théorie de la littérature et de la crise culturelle du monde moderne : de l'une à l'autre court la logique unificatrice du désir mimétique.

Il faut savoir d'abord que ce que nous propose René Girard, au grand scandale des théoriciens formalistes de la littérature qui la banalisent en la réduisant à un jeu de langage, à la production vide de sens d'un texte, c'est à une véritable et presque inespérée promotion de la littérature. Girard la prend au sérieux. « Ce pourrait être en effet, la vocation des grandes œuvres que de contraindre le langage à dire des choses contraires à ses propres lois » (p. 14). La littérature nous dit quelque chose, son discours est même beaucoup plus intéressant sous le rapport de la connaissance que toutes les sciences positives. La littérature n'est pas forme pure, elle est aussi contenu et ce contenu nous interroge. La lecture, toutefois, à laquelle se livre Girard, - et elle est en ce sens moderne (Girard est un maître du soupçon bien plus soupçonneux que Freud ou Nietzsche) - n'est pas naïve : le réalisme critique est ici la critique d'un réel caché, toute la finesse de la lecture consistant à débusquer les ruses du désir. C'est que le désir n'est jamais que de l'orgueil en extension; il n'est jamais que l'impérialisme solaire (ou nocturne) d'un Moi en relation avec d'autres Moi tout aussi malades de l'être d'autrui. Or le désir a une stratégie, il se déguise aux autres et à lui-même en



■ René Girard

le souterrain en pleine lumière

La réédition en format de poche des « Critiques dans un souterrain » nous fournit l'occasion de revenir sur les thèmes essentiels d'une œuvre qui, bousculant les données du structuralisme, linguistique ou ethnologique, et de la psychanalyse, fait de son auteur, René Girard, notre contemporain capital.

morale(s) et parfois en humilité; du romantique qui organise sa solitude en spectacle à la coquette, rien de plus insidieusement protéiforme que le désir. Pour tout dire, la littérature a des thèmes, et c'est à leur piège que les meilleurs critiques se sont laissés prendre. Il faut aller derrière les rideaux, derrière le décor, là où le désir *met en scène*. Concernant Dostoïevski par exemple, l'analyse de Girard est d'une éclatante vigueur intellectuelle. Pourquoi Dostoïevski ? C'est que dans son œuvre, le désir a une histoire particulièrement exemplaire, affleurant dans les premiers romans et révélant dans les derniers (« Les Possédés », mais surtout « Les frères Karamazov ») sa nature ouvertement mimétique et conflictuelle dans l'image du Double, autre moi-même et même autre désespérément aimé et haï. Or ce double de l'homme du sou-

terrain, ce n'est pas l'irréel fantasmatique que suppose la psychanalyse, c'est l'autre bien réel, le modèle devenu rival, le mauvais père (Karamazov) dégradé en frère ennemi, intériorisé, - jusqu'à la folie.

La folie, le délire suscité par la proximité toujours plus intime et tyrannique de l'Autre mué en double, c'est elle que Girard reprend dans son dernier chapitre, à propos du livre de Deleuze et Guattari, « L'Anti-Œdipe ». Mais cette fois, ce n'est plus Dostoïevski, c'est Nietzsche qui apparaît comme la figure exemplaire de tous les délires modernes. Le délire est en effet la logique de l'homme souterrain, la vérité de son désir de plus en plus conscient de lui-même (la « volonté de puissance » et le « ressentiment » unis comme les deux temps d'une même respiration métaphysique),

il est aussi la vérité de notre crise culturelle : le symptôme d'une expulsion accélérée des significations successives, dans un contexte où le signifiant est lui-même peu à peu l'objet du sacrifice, d'un retour à la violence indéterminante, à la perte du symbolique différentiel (que le structuralisme ne peut naturellement expliquer). Ce qui, semble nous dire, à leur insu, Deleuze et Guattari, est maintenant touché, c'est moins le jeu des valeurs à l'intérieur de l'ordre symbolique, que l'ordre symbolique lui-même. Toute autre société que la nôtre y perdrait son être, s'engloutirait dans sa violence, remarque Girard. Mais si la modernité peut vivre cette crise sacrificielle incessante, n'est-ce pas que, l'argent substituant son abstraction aux objets réels, la mimesis reste limitée à la représentation ? que, nos sociétés grandement ouvertes permettent une fluide circulation de l'objet du désir ? enfin, que dans la logique de l'économie de marché l'objet se dévalorise, selon un mouvement infini, devant l'objet nouveau ?

On comprend à quel point Girard gêne, irrite, scandalise les féodaux de la pensée française. S'il met de l'ordre dans la république des idées, interpellant ici le structuralisme, là la psychanalyse, remettant sur pied une véritable critique littéraire, ni biographique tout en tenant compte de l'auteur, ni infra-textuelle tout en analysant finement chaque texte, qui prouve la fertilité d'une lecture inter-textuelle, c'est à mon sens parce qu'il tire sa vigueur des moralistes français du XVII^e siècle. Premier maître du soupçon, Pascal rôde derrière cette œuvre qui nous somme, sur un ton prophétique, de choisir entre l'idole et l'icône (pour reprendre les termes de J.-L. Marion sans doute d'accord sur ce point avec René Girard). Si Girard ne s'en laisse conter ni par l'idéalisme du structuralisme ni par le réalisme vulgaire de l'historicisme, c'est qu'il sait que l'orgueil, plus encore que l'imagination, est une puissance trompeuse : mais ce Pascal a lu aussi Freud, Lévi-Strauss et Goldmann. Girard est notre contemporain capital et ses « Critiques dans un souterrain » font un maître livre.

Alain FLAMAND

(1) Publié dans la collection Pluriel, prix franco : 36 F.

(2) Le livre de Poche - biblio/essais, prix franco : 30 F.

et vivent nos rois bourbons !

Une splendide épopée, écrite dans une langue précise et belle, des livres sérieux qui se lisent comme des romans : c'est encore possible. Merci, M. Bordonove, pour cet hommage rendu à nos rois en même temps qu'à la divine Clio.

L'histoire est art autant - et plus peut-être - que science. Art littéraire où le verbe doit sonner juste, échange subtil entre le temps et l'auteur. L'histoire est observance du réel mais aussi initiation aux mystères du passé, sublimation. Elle est création.

A cet égard, M. Bordonove sait à merveille faire apparaître, en quelques traits, un caractère, un événement, un milieu. Une anecdote significative permet souvent, mieux que de longues démonstrations, de révéler l'essentiel. On ne s'ennuie jamais à la lecture de ces ouvrages. On est porté, d'Henri IV à Louis XVI, par le style alerte de l'auteur. Ce dernier d'ailleurs, s'efface volontiers derrière des récits, des poèmes ou actes officiels du temps, qui marquent son œuvre du sceau de l'authenticité. M. Bordonove fait de la vulgarisation - et il ne devrait y avoir aucune opprobre attachée à ce terme - mais sur des bases solides. Il raconte et, ce qui est sans doute plus important, donne les moyens de retenir. On pense aux tableaux si marquants qui ornaient naguère les salles de classe et les livres d'histoire de France, avec la rigueur en plus...

Ainsi, qu'il y a de plaisir à lire la description du «baptême» du prince de Navarre; le nouveau-né s'y vit présenter par son grand-père, un cap d'ail et une coupe de vin de Jurançon ! Tout est déjà contenu en germe dans cet épisode : la simplicité, la goût de la vie, la popularité de celui qui deviendra le «bon roi Henri». A l'autre extrémité du temps, l'exécution de Louis XVI ne laisse pas



■ Henri IV, premier roi Bourbon de nous impressionner. Par des phrases courtes, hachées, très descriptives, entrecoupées de paroles, M. Bordonove nous conduit du Temple à la «ci-devant place Louis XV», «sous le ciel bas de ce 21 janvier 1793». La tête du martyr tombait, la Révolution commençait de se défaire, dans la lointaine Vendée allait retentir bientôt le «Vexilla Regis»...

«Les Rois qui ont fait la France». Le titre de la série - qui n'est pas sans rappeler un aphorisme déjà ancien - pose question. Certains en seront choqués. Quoi ! N'avait-on pas définitivement résolu le problème ? Ne savait-on pas que la courbe de production du navet en Bas-Poitou nous en apprend plus sur le XVIII^e siècle que tous les états d'âme du Roi-Soleil ? En fait, les grandes figures reparaissent de plus en plus essentielles à l'historien d'aujourd'hui, et notre fin de siècle néo-romantique se passionne pour les destins d'exception. D'ailleurs M. Bordonove s'attache autant à montrer la personnalité de chaque

monarque que la continuité de l'œuvre et de l'institution. A Marie de Médicis qui «affecte un désespoir spectaculaire» à l'annonce de l'assassinat d'Henri IV, le chevalier Brûlart de Sillery réplique, désignant le jeune Louis XIII : «Les rois ne meurent pas en France. Voilà le roi vivant, Madame !»

Dans le «Pour bien régner, il ne faut pas user de tout son pouvoir» d'un Henri IV, on retrouve ce qui fut, par delà les faux-pas du parcours, l'esprit capétien : ne jamais heurter l'obstacle de front, surajouter le nouveau à l'ancien, en laissant les temps s'accomplir. Tout le contraire en somme, de la volonté niveleuse et dangereusement «rationalisante» d'un Bonaparte.

Mais ils sont aussi vivants, ces rois; et chaque détail de leur existence nous est rapporté. On trouve des pages magnifiques de précision sur Louis XIV à Versailles, «dans sa volonté de puissance, certes, mais aussi dans sa splendeur paisible». Humains, ils ont leurs défauts et M. Bordonove ne se fait pas faute de cerner les «ombres» des portraits. Ainsi, il reproche un «excès d'intelligence» à Louis XV, dont les manifestations d'autorité «ressemblaient par trop à des coups d'humeur, alors qu'elles avaient été mûries et soupesées». De même, à celui que Goldoni appelait Louis le Sage, Louis XVI, il «manquait l'art de se mettre en valeur». Bref, des princes trop peu cyniques dans un monde trop pétri d'apparences.

D'aucuns élèveront des critiques ponctuelles. Par exemple, la complexité et la grandeur de Louis XVI, depuis peu mises en relief, paraissent parfois mal. Cependant, nous sommes en présence d'une fresque grandiose toujours humaine, à l'instar de ceux qu'elle présente.

Complétant la galerie royale, M. Bordonove vient de faire paraître un Philippe Auguste. Nous aurons l'occasion d'en reparler. En tout état de cause, ces ouvrages offrent une occasion pour les Français de se réconcilier avec leurs rois, comme on renoue avec un ami depuis trop longtemps perdu de vue, en l'acceptant pour ce qu'il est.

Philippe DELORME

Les rois qui ont fait la France : «Henri IV» (313 pages), «Louis XIII» (310 pages), «Louis XIV» (315 pages), «Louis XV» (316 pages), «Louis XVI» (317 pages), Editions Pygmalion-Gérard Watelet.



chouans

Véritables objets d'art nos figurines historiques ont déjà séduit de nombreux collectionneurs.

Réalisées en alliage de plomb et d'étain, elles possèdent une finesse de gravure remarquable. La peinture et la décoration de chaque figurine demande près de 8 heures de travail !

Fabriquées par un de nos militants, elles sont vendues au profit de la N.A.R.

FIGURINES ACTUELLEMENT DISPONIBLES

Chefs vendéens ou chouans

- Mme de Bulkeley à cheval 280 F
- M. de Charette 150 F
- Jean-Nicolas Stofflet 150 F
- Henri de La Rochejaquelein 150 F
- Maurice d'Elbée 170 F
- Georges Cadoudal 150 F



- Louis de Frotté 150 F
- Jacques Cathelineau 170 F

Troupes royalistes

- Chouan au fusil 170 F
- Chouan à la faux 170 F
- Escarmouche (2 figurines) un chouan et un «bleu» au corps à corps 280 F

Porte-Drapeaux

- Royal Vaisseau 1620
- Régiment d'Artois 1620

- Royal Marine 1780
 - Régiment du Dauphin 1767
 - Régiment de Bourgogne 1780
 - Garde nationale de Paris 1789
 - Etendard de Chârette
 - Etendard de Bretagne
 - Etendard Chouan
 - Etendard du bataillon de Légé
 - Etendard vendéen
 - Etendard de La Rochejaquelein
- Tous les porte-drapeaux : 180 F

Expédition. Les expéditions se font aux risques et périls du destinataire par paquet recommandé. Frais de port forfaitaires : 20 F. En raison de leur fragilité extrême, les porte-drapeaux **ne peuvent être expédiés par la poste** et doivent être pris à nos bureaux. Les commandes et leur règlement doivent être faits à l'ordre de ROYALISTE C.C.P. 18 104 06 N Paris.



ACHETEURS EN KIOSQUES

L'administration du journal procède actuellement à une réorganisation de la diffusion dans les kiosques de la région parisienne. Afin de faciliter ce travail et de permettre une meilleure répartition de notre journal, nous demandons aux lecteurs de **Royaliste** qui achètent leur journal en kiosque de s'efforcer, pendant quelques mois, d'effectuer leur achat **toujours dans le même kiosque**. D'autre part n'hésitez pas à nous signaler les marchands où il serait souhaitable que **Royaliste** soit en vente.

les «mercredis»

Chaque mercredi se tient une réunion où nous accueillons un invité extérieur à la N.A.R. qui vient faire une conférence suivie d'un débat.

Ces réunions sont ouvertes à tous et se tiennent dans les locaux du journal au 4ème étage, 17, rue des Petits-Champs 75001 Paris (métro : Bourse ou Palais-Royal). La conférence commence à 20 h et l'entrée en est gratuite (accès à la salle à partir de 19 h 30, fermeture des portes de l'immeuble à 20 h précises). Après la conférence, vers 22 heures, ceux qui désirent poursuivre le débat peuvent rester avec nous pour une collation (participation aux frais).

Mercredi 11 janvier. Rupture des négociations sur le désarmement - déploiement des Pershing 2 en Europe - manifestations pacifistes - les Français ont de légitimes raisons de s'interroger sur notre défense nationale. Nous avons demandé au **général Pierre-M. GALLOIS**, théoricien de la force française de dissuasion de poser pour nous les données du problème et de nous apporter des éléments de réponse.

Mercredi 18 janvier. Il y a maintenant trois ans que Ronald Reagan est devenu président des Etats-Unis, nous avons demandé à **André FONTAINE**, rédacteur en chef du journal «Le Monde», spécialiste de politique internationale, de venir faire pour nous le bilan de l'expérience Reagan.

Mercredi 25 janvier. Le thème choisi pour cette conférence peut surprendre : «**Psychanalyse et monarchie**», et pourtant c'est Gérard Miller lui-même qui nous l'a proposé. Gérard Miller fait partie du



comité éditorial de «l'Ane», le magazine freudien. Cette superbe revue bimestrielle a publié dans son dernier numéro un intéressant entretien avec le comte de Paris (voir «Royaliste» 393 - page 2).

Les mois de février et mars seront l'occasion de vous présenter de nouveaux invités dont le témoignage est particulièrement intéressant. Ainsi V. Rybakov, journaliste à «La Pensée russe» qui viendra nous parler du nationalisme russe ou le professeur

A. Grjébine auteur d'un livre-réquisitoire contre l'austérité et proposant une stratégie économique fondée sur la croissance.

Nous espérons encore la venue de P. et P. Girault de Coursac dont un nouveau livre sur Louis XVI paraîtra en mars et de Gabriel Matzneff dont un essai sur Lord Byron est annoncé.

Le programme complet du trimestre sera disponible dans les prochains jours et pourra vous être envoyé sur simple demande.

meilleurs vœux

C'est en premier lieu à Mgr le comte de Paris, chef de la Maison de France, au dauphin Mgr le comte de Clermont, et au jeune prince Jean, que la Nouvelle Action Royaliste présente aujourd'hui les vœux que forment pour eux-mêmes et leur Famille, les royalistes français.

Le Prince, dans sa **Lettre aux Français**, vient de rappeler que pendant huit siècles sa famille a servi le projet national. Aujourd'hui de nombreux Français souhaitent que soient renoués les liens entre le roi et le peuple et partagent l'espérance que lui soient à nouveau données la fonction d'arbitre et la charge de défenseur de la justice et de la liberté qui ont caractérisé la monarchie capétienne.

Nos vœux vont aussi à nos amis, adhérents et lecteurs. Sans eux et sans leur aide constante, la N.A.R. n'existerait plus depuis longtemps. Que 1984 leur apporte la réalisation de leurs souhaits. Nous en avons tous au moins un en commun, il se résume dans le vieux cri de : **Vive le Roi !**

Yvan AUMONT

royaliste ♦

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 297.42.57.
CCP Royaliste 18 104 06 N Paris

Changement d'adresse : joindre la dernière bande d'abonnement et 4 F en timbres pour les frais.

Les illustrations et les photos de ce numéro ont été fournies par le groupe audiovisuel et sont la propriété du journal.

Directeur de la publication : Y. Aumont
imprimé en France - Diffusion NMPP
N° de commission paritaire 51700.

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement d'essai de trois mois (45 F), 6 mois (85 F), un an (145 F), de soutien (300 F)*
(* Encadrez la formule de votre choix)

NOM : Prénom :

Adresse :

.....

Profession : date de naissance :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

dix ans de crise

Que savons-nous de la crise ? Pauvreté dans les rues de New-York, endettement et misère du tiers monde, chômage croissant dans les pays industrialisés, nous voyons bien les conséquences. Mais son origine et sa nature ? Demeure l'idée que tout le mal serait venu de la hausse brutale du pétrole. C'était il y a dix ans, en effet. L'embargo décrété après la guerre du Kippour provoquait la panique. On craignait l'asphyxie et l'effondrement de l'Occident. Certains parlaient d'une conquête militaire des puits.

Dix ans déjà, ou dix ans seulement ? Sans nier l'importance des chocs pétroliers, il faut se souvenir que le désordre monétaire international, les tensions inflationnistes et certaines logiques commerciales existaient bien avant 1973 et que, dans l'affaire du pétrole, les Etats-Unis jouèrent un rôle extrêmement suspect (1). D'ailleurs, le prix du pétrole a baissé sans que nos difficultés disparaissent. Cette crise est donc plus profonde, et toujours plus difficile à maîtriser malgré les avis des experts et les promesses des hommes politiques. Depuis dix ans, les uns et les autres dissertent sur la reprise et annoncent la sortie du tunnel. En vain. C'est que leur compétence technique n'est pas à la mesure d'une crise qui est intellectuelle et politique autant qu'économique.

DEVOILEMENT

Sommes-nous en mesure de comprendre ce que nous vivons et subissons ? Force est de répondre par la négative. La réalité nous échappe, les interprétations se contredisent, les causes sont obscures. Cette crise est d'abord celle de la compréhension. Pendant des siècles, l'Occident a cru posséder la science, établir des lois économiques sûres et, depuis la fin de la guerre, détenir les clefs de la croissance. Nous savons maintenant que ces connaissances étaient largement illusoires et que nous sommes incapables de maîtriser et de prévoir le cours des choses.

Cette décennie marque l'échec des grands modèles économiques. Echec de la théorie classique ou «libérale», trop abstraite pour saisir les réalités nationales ou simplement humaines et se brisant sur elles (2). Echec des théories qui semblaient avoir permis de surmonter la grande dépression des années trente et



par
bertrand
renouvin

qui ont, elles aussi, révélé leur inadaptation. Ni le monétarisme cher aux anglosaxons, ni le keynésianisme sommaire pratiqué de temps à autre dans notre pays par des équipes de tous bords ne nous ont permis de surmonter nos difficultés. Restent les incantations morales, les discours d'auto-justification, et la gestion au jour le jour, vaille que vaille, d'un système qui craque et d'une société qui se défait.

Il y a dix ans, certains ont estimé qu'ils assistaient à l'effondrement tant attendu du capitalisme. Mais l'anti-capitalisme classique a connu, lui aussi, une rapide agonie. Le gauchisme, si prophétique en un sens, a vite disparu, victime de ses excès et fautes, sans doute, d'avoir su donner consistance et cohérence à son utopie. Le marxisme, quant à lui, a subi une défaite décisive alors qu'il aurait dû tirer un profit théorique et pratique d'une crise qui semblait si bien entrer dans ses schémas. Le socialisme enfin, si sûr de son projet, est arrivé au pouvoir au moment où la crise de l'Etat-Providence lui interdisait la grande politique de redistribution des revenus sans laquelle il est peu de chose.

SORTIR DE LA CRISE ?

Crise des modèles économiques et des théories politiques, mais aussi crise du pouvoir, manifeste sous le précédent septennat et pas encore résolue, dans le domaine qui nous intéresse aujourd'hui, par l'actuel Président.

A l'époque de la croissance, l'Etat pouvait, sans trop de risques, se contenter d'être le gestionnaire de l'économie. La crise exige au contraire un pouvoir capable de présider rapidement aux

transformations nécessaires, de dominer le jeu des forces internationales, de protéger la société française en lui garantissant un minimum d'autonomie. Etranger au souci politique vrai, incapable de prendre les décisions capitales, M. Giscard d'Estaing a préféré le pilotage à courte vue tout en acceptant, sans trop le dire, de soumettre notre pays à la logique impitoyable du «marché» mondial économique et surtout financier.

La brillante intelligence de l'ancien Président et aussi ses intérêts propres, lui permettaient de comprendre que, loin d'être un mauvais coup des Emirs ou le signe des «contradictions mortelles» du capitalisme, la crise était en réalité un phénomène d'adaptation du système industriel, un aménagement et une extension des principales puissances économiques et financières, marqués par la «transnationalisation» des grandes firmes, par la «délocalisation» des activités industrielles et la domination du dollar. Mais il ne voyait pas, ou ne pouvait sans doute pas concevoir, qu'une acceptation par la France du nouvel ordre en gestation signifiait, outre de dures conséquences économiques et sociales, l'abandon de son autonomie et la perte progressive de son identité.

Telle est encore la question qui se pose aujourd'hui. Il ne s'agit pas seulement de sortir de la crise, car le nouvel équilibre qui se prépare ne nous sera pas nécessairement favorable, ou de se contenter de quelques chiffres meilleurs ou moins mauvais. Pour surmonter la crise de compréhension, il faut se décider enfin à utiliser les instruments actuels de l'analyse économique (3) au lieu des théories désuètes. Pour affermir notre identité, il faut préserver la possibilité d'un développement autonome de l'économie et de la société françaises. Pour maîtriser la logique mondialiste, il faut établir une nouvelle coopération entre riches et pauvres.

Le fait nouveau est que, depuis 1981, ces deux derniers soucis ont été souvent exprimés par le chef de l'Etat. Mais il est regrettable que leur traduction concrète soit encore incertaine.

Bertrand RENOUVIN

(1) Cf. Ph. de Saint Robert - Dieu que la crise est jolie - Ramsay.

(2) Cf. le livre fondamental de F. Perroux - Dialogue des monopoles et des nations - PUG.

(3) Cf. les travaux de l'ISMEA dont nous rendrons compte dans «Cité» N° 7.